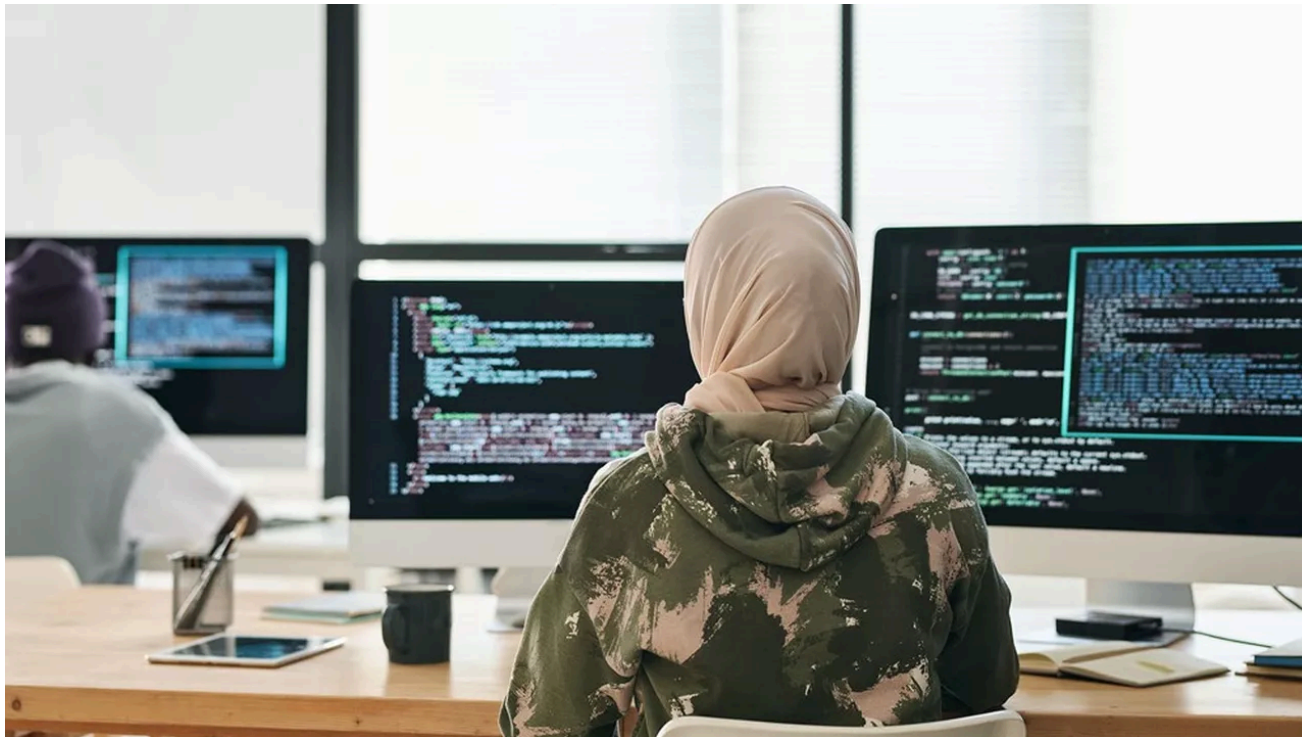


EN CHIFFRES

Emploi : ce que l'économie française doit à l'immigration


De plus en plus qualifiée, en emploi et féminine : une étude récente de l'Insee éclaire la valeur ajoutée de la population immigrée sur le marché du travail en France.



Les femmes et les diplômés de l'enseignement supérieur représentent une part majeure de la hausse de l'emploi des immigrés en France entre 2021 et 2024. (Photo Shutterstock)

Par **Alain Ruello**

Publié le 7 janv. 2026 à 07:00 | Mis à jour le 7 janv. 2026 à 07:01

 Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

L'Europe vieillit, et la France n'échappe plus au phénomène, ce qui n'est pas sans conséquences sur le marché du travail en mal de bras. Une partie de la solution provient de l'insertion des jeunes, du maintien en emploi des seniors et de la baisse du chômage. Une autre de l'immigration, comme le montre une récente étude de l'Insee, qui met en lumière l'apport de cette main-d'oeuvre, sur le haut du spectre des qualifications notamment.

Inserée dans la **dernière note de conjoncture de l'institut statistique national**, cette étude compare les flux d'emploi des populations immigrées en âge de travailler dans les quatre principales économies européennes, Allemagne, France, Italie et Espagne. Les populations en question se réfèrent à celles des personnes nées à l'étranger, de 15 à 64 ans, abstraction faite de leur nationalité.

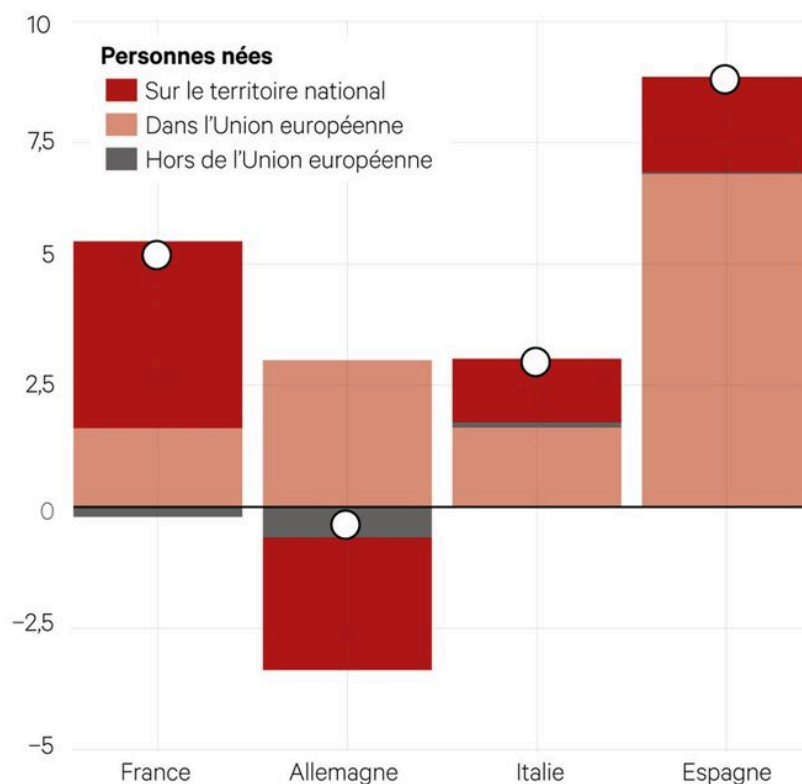
Systèmes sociaux soutenus

Premier constat, déjà connu, cette population a progressé de façon quasi continue dans les quatre pays. D'origine principalement africaine en France, elle y a augmenté de 7,3 % entre 2019 et 2024 pour atteindre 14,3 % des 15-64 ans. La hausse a été comparable en Italie, plus marquée **en Allemagne** ou en Espagne, où ces immigrés occupent par conséquent une part supérieure de la population en âge de travailler (23,6 % et 22,7 % respectivement).

L'intérêt de l'étude tient surtout au fait qu'elle confirme, chiffres à l'appui, les conclusions de nombreux rapports internationaux : l'immigration dans les pays développés est susceptible d'augmenter l'offre de travail, et donc de stimuler la croissance, l'innovation, la productivité et la soutenabilité des systèmes sociaux. « De fait, depuis 2019, la contribution au dynamisme de l'emploi de la population née à l'étranger a accéléré dans la zone euro », soulignent les deux auteurs, Augustin Baron Rault et Swann-Emilien Maillefert.

L'évolution du nombre des 15-64 ans en emploi en Europe selon le pays de naissance

○ Par pays entre 2019 et 2024, en %



« LES ECHOS » / SOURCE : INSEE

Ainsi en Allemagne, l'emploi a reculé de 0,3 % entre 2019 et 2024, la forte chute de celui des personnes nées outre-Rhin étant rattrapée, mais pas complètement, par la forte hausse de celui des immigrants nés en dehors de l'Union européenne. En Espagne, les trois quarts de la hausse « particulièrement vigoureuse » de l'emploi ont été portés par les étrangers. L'évolution a été plus modérée en Italie, mais avec, là encore, une contribution supérieure à celle des nationaux.

La France, « figure d'exception »

Et la France dans ce tableau ? « Elle fait plutôt figure d'exception », selon l'Insee : la progression de l'emploi de 2019 à 2024, qui a été de 5,3 %, s'explique d'abord par celle des travailleurs nés dans le pays, « même si la hausse de l'emploi des personnes nées hors de l'Union européenne contribue tout de même à hauteur de plus d'un quart des créations d'emploi sur la période ».

Autre constat, l'emploi des immigrés a progressé sous l'effet combiné de la croissance démographique (leur nombre) mais aussi de l'amélioration de leur insertion professionnelle, mesurée via leur taux d'emploi, les deux paramètres jouant de manière différenciée selon le pays.

En France par exemple, l'Insee a dénombré 380.000 immigrés en emploi de plus entre 2019 et 2024, dont 230.000 liés au facteur démographique, et 150.000 à la hausse du taux d'emploi. Ce dernier a augmenté « de façon continue » sur la période, pour atteindre 62,9 % (+ 2,6 points de pourcentage). Pour les personnes nées dans le pays, la variation de l'emploi a été très forte (+ 1 million), mais « essentiellement portée par l'amélioration du taux d'emploi ». Toujours sur la période, 15 % de la baisse du taux de chômage peut être imputée aux immigrés.

Femmes et diplômés

Autre exception française, la hausse de l'emploi des personnes nées à l'étranger est portée majoritairement par les femmes. Entre 2021 et 2024, elle est aussi due aux trois quarts à des **diplômés de l'enseignement supérieur**, contre seulement un tiers en Allemagne et en Espagne et un quart en Italie.

En termes de métiers enfin, la contribution des cadres et professions supérieures a assuré la moitié de l'évolution, toujours depuis 2021, l'autre moitié correspondant à des emplois peu qualifiés. Déjà mise en évidence par la Dares, cette polarisation semble se déformer en faveur de l'emploi très qualifié, estime l'Insee.

En Espagne, c'est l'emploi peu qualifié qui a prédominé, tandis qu'en Italie, le partage s'est fait presque équitablement entre emplois peu qualifiés et professions intermédiaires. Outre-Rhin enfin, la moitié des emplois créés sont peu qualifiés, un quart de qualification intermédiaire et un autre quart de cadres.